

La Cour internationale de Justice siège dans la grande salle de justice.

(La Haye (Pays-Bas), avril 2022) © Photo ONU/Frank van Beek

# Promotion de la justice et du droit international

## PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Services juridiques fournis à l'ensemble du système des Nations Unies
- Services juridiques fournis aux organes, fonds et programmes des Nations Unies
- Mécanismes internationaux extraordinaires d'établissement des responsabilités
- Garde, enregistrement et publication des traités
- Développement et codification du droit international
- Droit de la mer et affaires maritimes
- Commerce international

## RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

220 millions de dollars

- 104 millions de dollars au titre du budget ordinaire,
- 4 millions de dollars au titre des budgets statutaires des opérations de maintien de la paix (2021/2022),
- 90 millions de dollars au titre des quotes-parts hors budget ordinaire
- 22 millions de dollars au titre des contributions volontaires

## PRINCIPAUX MANDATS

- Charte des Nations Unies
- Développement progressif et codification du droit international : Commission du droit international (résolutions 94 (I) et 77/103 de l'Assemblée générale)
- Enseignement, étude, diffusion et compréhension plus large du droit international (résolutions 2099 (XX) et 77/102 de l'Assemblée générale)
- Renforcement et promotion du régime conventionnel international (résolutions 97 (I), 73/210 et 76/120 de l'Assemblée générale)
- Harmonisation et unification progressives du droit commercial international : Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (résolutions 2205 (XXI) et 77/99 de l'Assemblée générale)
- Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (résolutions 52/26, 77/118 et 77/248 de l'Assemblée générale)
- Promotion et perfectionnement de la justice internationale (résolutions 57/228 B, 71/248 et 75/257 B de l'Assemblée générale; résolutions 1315 (2000), 1966 (2010), 1757 (2007) et 2379 (2017) du Conseil de sécurité; résolution 39/2 du Conseil des droits de l'homme)

## PRINCIPALES ENTITÉS

- Bureau des affaires juridiques
- Cour internationale de Justice
- Mécanismes internationaux d'établissement des responsabilités



Le Secrétaire général, António Guterres, s'exprime devant l'Assemblée générale, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'adoption et de la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.  
(New York, décembre 2022) © Photo ONU/Eskinder Debebe

## CONTEXTE

Les principes de la justice, du droit international et du règlement pacifique des différends sont consacrés par les deux premiers articles de la Charte des Nations Unies. Aussi constituent-ils les fondements mêmes de la coopération de la communauté internationale.

## GRANDS OBJECTIFS

L'ONU s'emploie à promouvoir la justice et le droit international dans le cadre de divers mandats et activités, notamment ceux qui concernent les océans et le droit de la mer, le commerce international, les traités et accords internationaux, les opérations de paix, les tribunaux internationaux et autres mécanismes internationaux de responsabilité et les sanctions. En outre, la Cour internationale de Justice, principal organe judiciaire de l'Organisation, est chargée de régler les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les États et de rendre des avis consultatifs sur des questions juridiques.





**« Oui, l’ONU est pertinente.  
Oui, le droit international  
est pertinent. »**

**Miguel de Serpa Soares, Secrétaire général  
adjoint aux affaires juridiques et Conseiller  
juridique de l’ONU**



**Le Conseil de sécurité vote lors de l’élection  
d’un membre de la Cour internationale de Justice.**

(New York, novembre 2022) © Photo ONU/Manuel Elias

# PRINCIPALES RÉALISATIONS

La Cour internationale de Justice a examiné des affaires de premier plan et rendu des arrêts sur le fond dans les affaires *République démocratique du Congo c. Ouganda*, *Nicaragua c. Colombie* et *Chili c. Bolivie*. Elle a également été saisie de quatre nouvelles affaires contentieuses, dont celle qui oppose l’Ukraine à la Fédération de Russie, dans laquelle elle a indiqué des mesures conservatoires.

En décembre 2022, l’Assemblée générale lui a demandé un avis consultatif sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d’Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. En mars 2023, elle lui a demandé un avis consultatif sur les obligations des États à l’égard des changements climatiques.

Les autres tribunaux créés ou appuyés par l’ONU ont poursuivi leurs travaux. En juin 2022, la Chambre d’appel du Tribunal spécial pour le Liban a condamné Hassan Habib Merhi et Hussein Hassan Oneissi pour des chefs liés à l’attentat perpétré en 2005 à Beyrouth, qui avait coûté la vie à l’ancien Premier Ministre Rafic Hariri et à 21 autres personnes et fait 226 blessés. En septembre 2022, les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens ont confirmé la condamnation et la peine de réclusion à perpétuité prononcées contre Khieu Samphan pour génocide contre la population vietnamienne, crimes contre l’humanité et violations graves des Conventions de Genève, infractions commises entre 1975 et 1979. Elles ont ainsi clôturé leur dernière affaire.



Dans sa décision finale, la Chambre de la Cour suprême des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens a confirmé les déclarations de culpabilité et la peine de réclusion à perpétuité prononcées contre Khieu Samphan pour génocide, crimes contre l’humanité et violations graves des Conventions de Genève.

(Phnom Penh, septembre 2022) © CETC/Nhet Sokheng

La question des océans et du droit de la mer est restée prioritaire pour les États Membres. La deuxième Évaluation mondiale de l’océan a fourni des informations scientifiques sur le rôle essentiel des océans et des mers, qui serviront de base aux débats sur les politiques à adopter face à la triple crise planétaire qui compromet la réalisation du Programme 2030 : les changements climatiques, la pollution et la perte de biodiversité.



## Un accord historique sur la biodiversité marine dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale

L’ONU a facilité l’établissement et l’adoption par consensus, en juin 2023, du texte d’un accord historique sur la biodiversité marine dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale, à l’issue de deux décennies de négociations. Dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, l’accord favorisera la conservation et l’utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale et pourra contribuer considérablement à la mise en œuvre du Programme 2030 et du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal.

Moment historique de l’adoption par consensus, le 19 juin 2023, de l’Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l’utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale.

(New York, juin 2023) © Photo ONU/Eskinder Debebe



Formations de récifs coralliens dans la mer des Caraïbes.

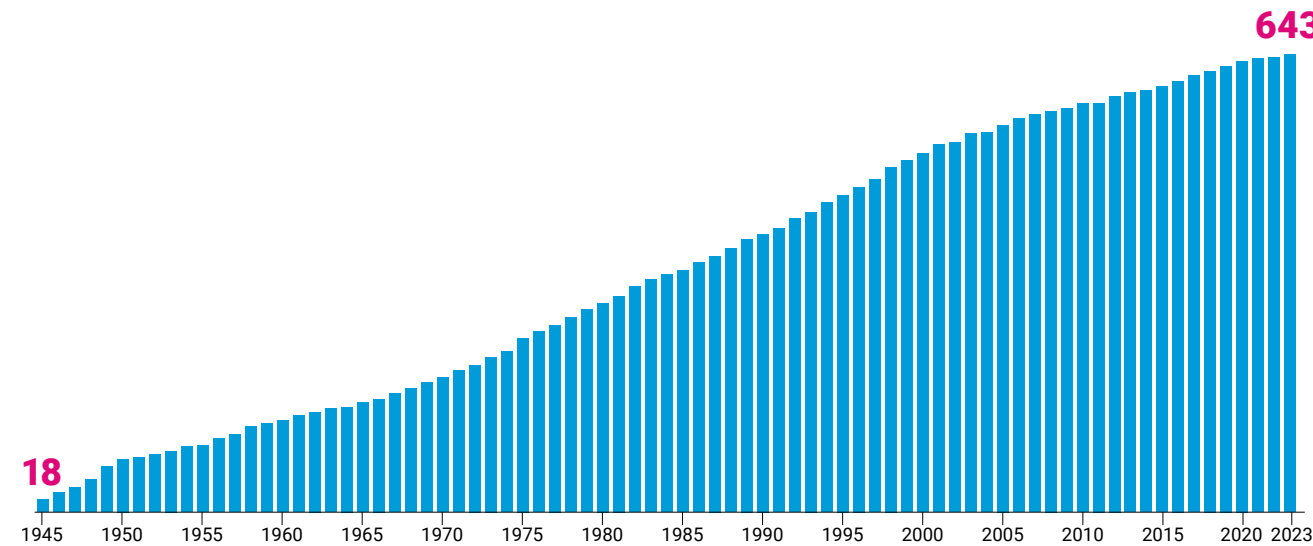
(Lieu et date exacts inconnus) © PNUE/Kadir van Lohuizen

Dans le domaine du droit commercial international, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international a adopté une loi type sur l'utilisation et la reconnaissance internationale de la gestion de l'identité et des services de confiance. En outre, l'Assemblée générale a adopté la Convention des Nations Unies sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires, qui vise à renforcer la protection juridique des acquéreurs de navires tout en sauvegardant les intérêts des propriétaires de navires et des créanciers.

### Cérémonie des traités de 2022 et désarmement

La cérémonie des traités de 2022 a renouvelé l'attention accordée à la participation universelle aux traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général. Les États ont pris des mesures concernant une série de traités multilatéraux, en particulier dans le domaine du désarmement.

### Augmentation du nombre de traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général



### TRAITÉS MULTILATÉRAUX DÉPOSÉS AUPRÈS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CONCERNANT DES QUESTIONS D'INTÉRÊT MONDIAL

Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général, proportion par chapitre (au mois de mai 2023)

